

Stabilisation de l'emploi et maintien du taux de chômage à un niveau bas en Normandie au 2^e trimestre 2023

Note de conjoncture régionale - 2^e trimestre 2023

Insee Conjoncture Normandie · Octobre 2023 · n° 39



Au 2^e trimestre 2023, l'activité économique reste encore dynamique en Normandie, portée par l'industrie et les services marchands tandis que la construction de logements et de locaux commerciaux est en recul. Le contexte de forte inflation persistante au niveau national conjuguée à un resserrement de l'accès au crédit a un impact sur la consommation des ménages et leur investissement. En lien, la création d'entreprises dans le BTP est en forte baisse. Le tourisme s'inscrit dans la tendance nationale avec un volume de nuitées en progression mais qui n'atteint pas son niveau d'avant la crise sanitaire. L'emploi salarié se stabilise en Normandie au 2^e trimestre 2023 comme au plan national, tant dans le secteur privé que public. Sur un an, l'emploi est encore dynamique dans le tertiaire marchand hors intérim et l'industrie. Le taux de chômage régional se maintient à un niveau historiquement bas (6,7 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée bénéficie de ce contexte favorable et diminue nettement. L'appareil productif se renouvelle moins : les créations d'entreprises reculent encore alors que les défaillances progressent de nouveau.

Avertissement sur les créations d'entreprises

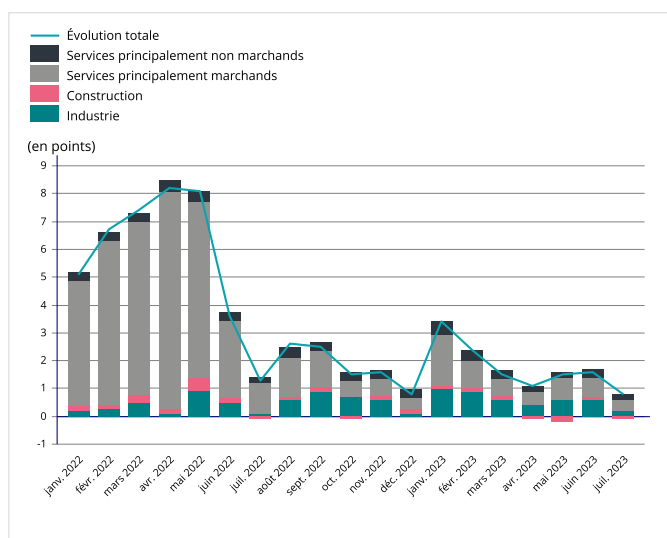
Depuis le 1^{er} janvier 2023, les formalités de création d'entreprises doivent obligatoirement s'effectuer sur le guichet électronique des formalités d'entreprises. Ce changement important fragilise temporairement le suivi mensuel des créations d'entreprises, en raison notamment d'une modification des délais d'enregistrement des déclarations dans le répertoire Sirene. Les évolutions des créations d'entreprises enregistrées sur les premiers mois de l'année 2023 doivent donc être interprétées avec une grande prudence et peuvent faire l'objet de révisions significatives.

Des informations complémentaires concernant ce changement sont disponibles dans l'[onglet Documentation de la version web de la publication nationale](#).

Au 2^e trimestre 2023, l'activité économique reste dynamique

Au 2^e trimestre 2023, l'activité économique - mesurée par le nombre d'heures rémunérées - reste encore dynamique en Normandie (**figure 1**). Sur un an, son niveau progresse de 1,6 % dans la région (+1,5 % en France hors Mayotte). Les services marchands (+0,7 point) et l'industrie (+0,6 point) contribuent le plus à cette hausse, suivis des services non marchands (+0,3 point) et de la construction (+0,1 point). Ce dynamisme est encore présent dans la plupart des départements normands (de +1,7 % dans le Calvados à +2,4 % dans l'Orne), moins dans l'Eure (+0,5 %).

Figure 1 – Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente - Normandie



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

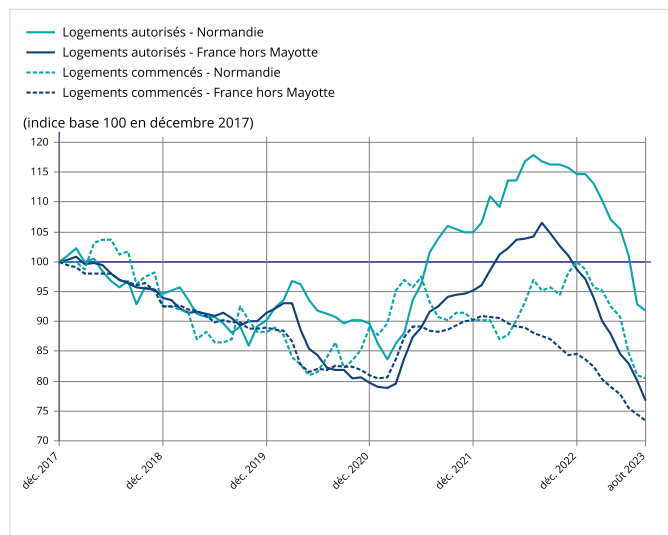
L'activité dans le bâtiment de nouveau en baisse

Au 2^e trimestre 2023, le cumul sur un an du nombre de logements commencés dans la région poursuit sa baisse, comme au niveau national, mais à un rythme près de deux fois plus soutenu en Normandie (-11,0 % contre -5,9 % ; **figure 2**). À l'exception de l'Eure où les mises en chantier sont stables, cette diminution est très marquée dans l'ensemble des départements normands (de -11,3 % en Seine-Maritime à -20,0 % dans l'Orne).

Le constat est similaire concernant le cumul sur un an du nombre de logements autorisés à la construction. La baisse observée en Normandie (-8,4 %) est de même ampleur qu'au niveau national (-7,9 %). Le recul est particulièrement marqué dans l'Eure (-21,9 %) et le Calvados (-13,6 %).

Le cumul sur un an de la surface de plancher des locaux non résidentiels commencés, en recul prononcé au niveau national (-7,7 %), repart à la baisse dans la région (-1,9 %). Il diminue en particulier en Seine-Maritime (-19,7 %) mais augmente fortement dans le Calvados (+21,0 %).

Figure 2 – Évolution du nombre de logements



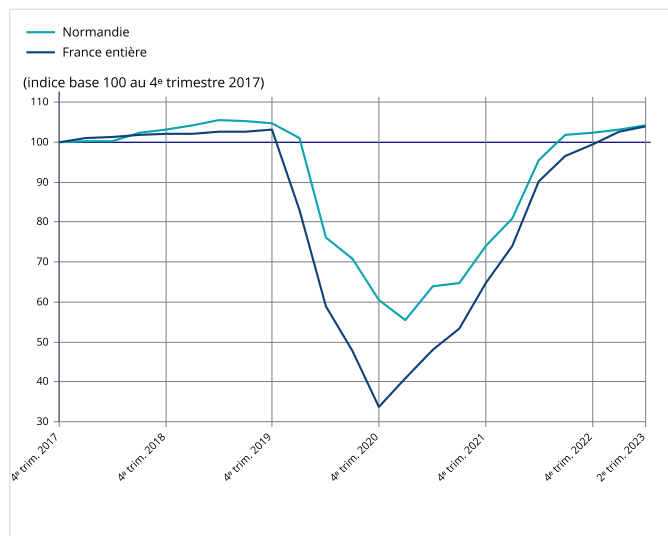
Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.
Source : SDES, Sit@del2.

La fréquentation touristique normande toujours dynamique

Au 2^e trimestre 2023, la fréquentation dans les hôtels normands progresse de près de 10 % (**figure 3**) par rapport à son niveau d'un an auparavant, une hausse moins soutenue toutefois qu'au niveau national (+15,5 %). Elle reste toujours en dessous de son niveau d'avant-crise sanitaire (-1,1 % par rapport au 2^e trimestre 2019), contrairement au niveau national (+1,3 %).

Le nombre de nuitées enregistrées au 2^e trimestre 2023 dans les hôtels augmente sur un an dans tous les départements de la région. L'Eure (+12,5 %) et la Seine-Maritime (+11,3 %) sont les deux départements qui bénéficient de la plus forte croissance en Normandie. Les autres départements, en particulier le Calvados qui génère plus de quatre nuitées régionales sur dix, connaissent une hausse plus modérée (de +6,3 % dans l'Orne à +8,2 % dans le Calvados).

Figure 3 – Évolution de la fréquentation dans les hôtels

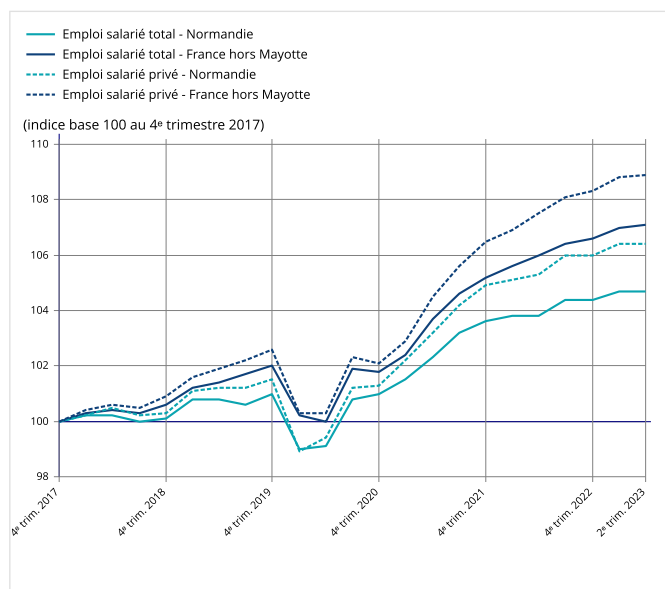


Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2017.
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT).

L'emploi salarié stagne en Normandie comme au niveau national

Au 2^e trimestre 2023, l'emploi salarié (incluant l'intérim) stagne en Normandie par rapport au trimestre précédent (+0,0 % ; **figure 4**) comme au niveau national (+0,1 %). Ce constat de stabilité s'applique à l'emploi privé comme à l'emploi public. Sur un an, la hausse de l'emploi salarié est de même ampleur en Normandie (+0,8 %) qu'au niveau national (+1,0 %).

Figure 4 – Évolution de l'emploi salarié

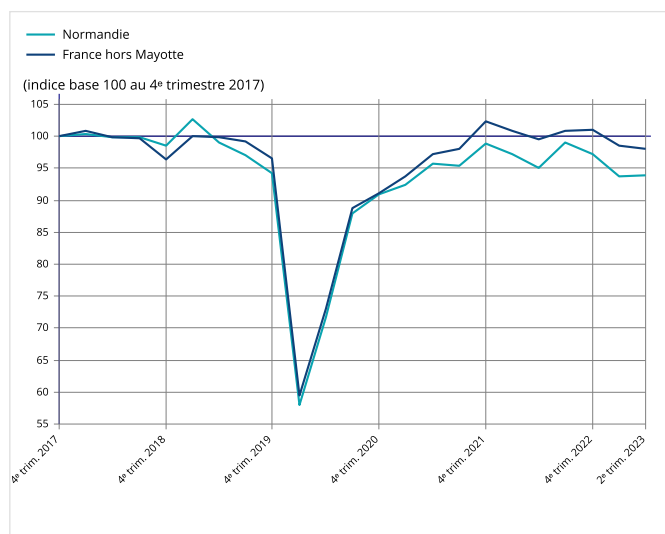


Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.
 Champ : emploi salarié total.
 Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'intérim normand se stabilise

Au 2^e trimestre 2023, l'intérim se stabilise en Normandie par rapport au trimestre précédent (+0,2 % ; **figure 5**) alors qu'il poursuit sa baisse au niveau national (-0,5 %). Il reste cependant en recul sur un an dans la région (-1,2 %) comme au niveau national (-1,5 %).

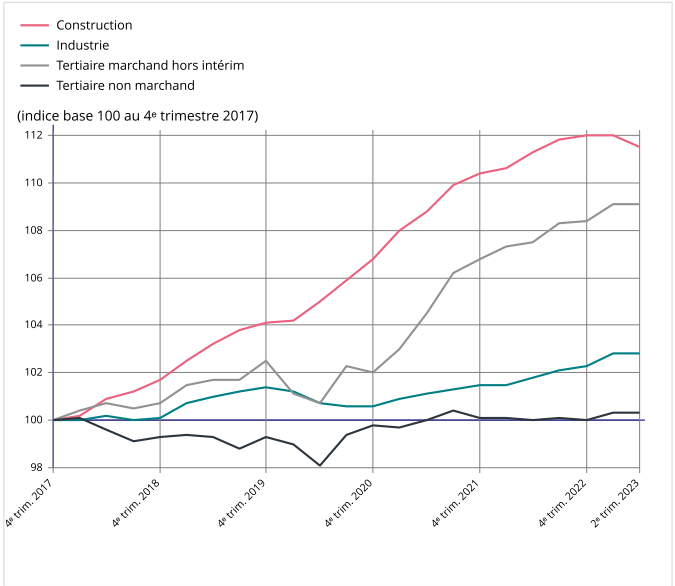
Figure 5 – Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.
 Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Hors intérim, l'emploi salarié stagne également en Normandie au 2^e trimestre 2023, dans tous les secteurs, excepté la construction qui enregistre une baisse (-0,4 % ; **figure 6**). Malgré ce ralentissement sur le trimestre, le tertiaire marchand hors intérim (+1,5 %) et l'industrie (+0,9 %) poursuivent leur progression sur un an.

Figure 6 – Évolution de l'emploi salarié par secteur - Normandie



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.
 Champ : emploi salarié total.
 Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi salarié rebondit dans l'Eure

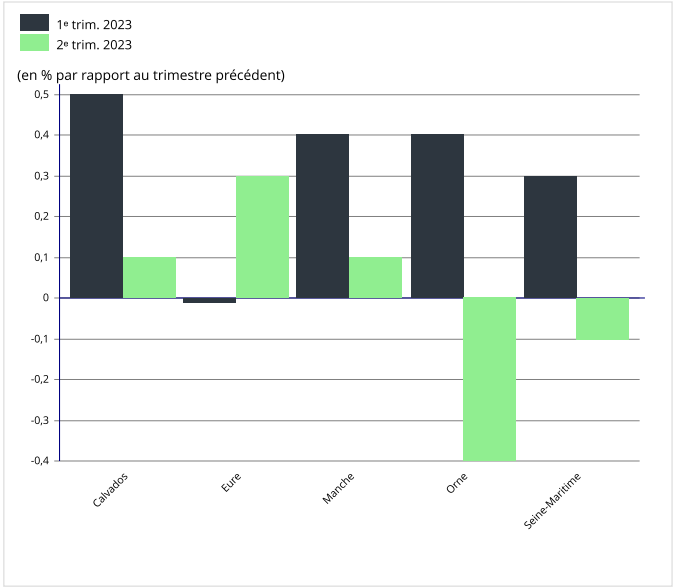
Au 2^e trimestre 2023, l'Eure est le seul département normand où l'emploi salarié est en légère hausse (+0,3 % ; **figure 7**). Il repart à la baisse dans l'Orne (-0,4 %) et se stabilise dans les autres départements.

La création d'emplois dans l'Eure est uniquement portée par les services marchands dont l'intérim. Industrie et BTP y sont en recul ce trimestre.

L'industrie du Calvados génère de nouveau des emplois (+0,8 %), l'intérim également (+1,6 %).

Dans les trois autres départements, l'emploi industriel est quasi stable. C'est le cas aussi pour l'emploi public dans tous les départements (de -0,1 % dans l'Eure à +0,2 % dans le Calvados et l'Orne).

Figure 7 – Évolution de l'emploi salarié total par département



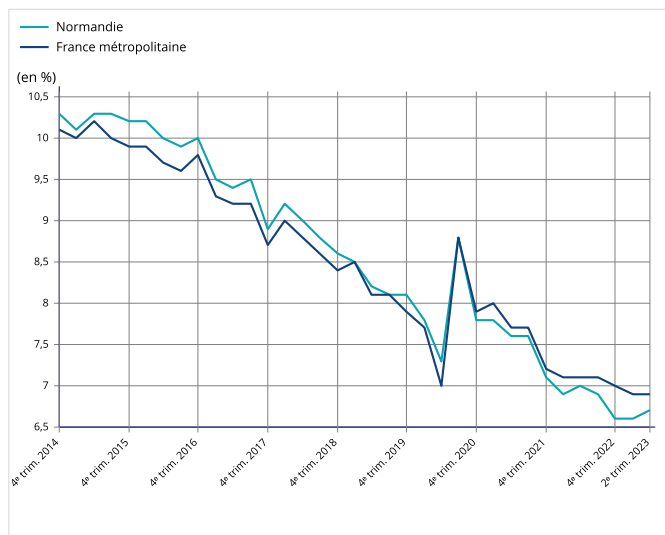
Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.
 Champ : emploi salarié total.
 Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Un taux de chômage quasi stable

Si l'emploi ne progresse pas au 2^e trimestre, le taux de chômage est quasi stable en Normandie (+0,1 point) comme en France métropolitaine (+0,0 point). Il s'établit à 6,7 % de la population active régionale (6,9 % au niveau national ; **figure 8**), à un niveau, ce trimestre encore, historiquement bas.

Le constat est identique pour tous les départements normands, excepté la Seine-Maritime qui connaît une légère hausse du taux de chômage (+0,2 point). La Seine-Maritime reste le département présentant le taux de chômage le plus élevé de la région (7,7 %) alors qu'il est toujours le plus faible dans la Manche (5,0 %).

Figure 8 – Évolution du taux de chômage



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données trimestrielles CVS.
Source : Insee, taux de chômage localisés.

Un nombre de demandeurs d'emploi toujours en baisse sur un an

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, de catégories A, B, C (en recherche active d'emploi), repart à la baisse au 2^e trimestre 2023 en Normandie (-0,2 % contre -0,5 % au niveau national ; **figure 9**). Sur un an, leur nombre baisse de 2,5 % dans la région (-1,9 % France entière).

Au 2^e trimestre 2023, ce nombre de demandeurs d'emploi diminue dans l'Eure, la Manche et l'Orne (-0,6 %), mais stagne dans les autres départements normands.

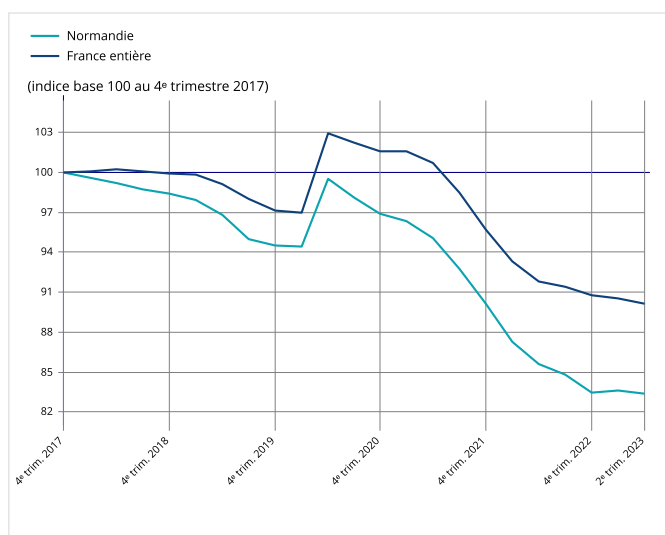
Sur un an, il continue de reculer nettement dans l'Eure (-3,9 %), la Seine-Maritime (-3,1 %) et l'Orne (-2,6 %), et de manière moins marquée dans la Manche (-1,6 %) et le Calvados (-0,6 %).

Toujours sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) est toujours en baisse, en Normandie (-6,2 %) comme au niveau national (-5,0 %). Il continue de diminuer fortement dans tous les départements normands, de -8,3 % dans l'Eure à -4,0 % dans le Calvados. Au total, la région compte 8 350 demandeurs d'emploi de catégorie A en moins.

Selon une tendance similaire, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an), qui représente près de 45 % des demandeurs, continue de diminuer nettement dans la région. Il baisse de 10,0 % sur un an (-8,7 % au niveau national).

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans continue de baisser sur un an en Normandie (-0,8 %) alors qu'il augmente pour la première fois depuis plus de deux ans au niveau national (+0,8 %). Les inscrits à Pôle emploi âgés de plus de 25 ans sont également moins nombreux dans la région (-2,3 % pour les personnes âgées de 25 à 49 ans et -3,9 % pour les seniors de 50 ans et plus).

Figure 9 – Demandeurs d'emploi (A, B, C) inscrits à Pôle emploi



Note : données CVS-CJO.
Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi du trimestre est une moyenne des données mensuelles afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.
Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

Des créations d'entreprises encore en baisse en Normandie

Au 2^e trimestre 2023, moins de 8 500 entreprises ont été créées en Normandie (-0,6 % ; **figure 10**) alors que les créations d'entreprises repartent à la hausse au niveau national (+0,8 %). La construction (-7,3 %) et le « commerce, transports hébergement et restauration » (-3,5 %) suivent cette même tendance baissière, tandis que l'industrie (+2,3 %) et les services (+1,3 %) rebondissent. Les créations d'entreprises classiques sont toujours en recul (-7,0 %), contrairement à celles de micro-entreprises (+3,4 %).

Sur un an, le volume de créations d'entreprises augmente fortement en Normandie (+6,2 %), davantage qu'au niveau national (+0,3 %). Cette augmentation est prononcée pour l'industrie (+23,5 %) et les services (+14,9 %). À l'inverse, les autres secteurs poursuivent leur baisse (-10,0 % pour le « commerce, transports hébergement et restauration » et -9,1 % pour la construction).

Figure 10 – Créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
 Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
 Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Entre juillet 2022 et juin 2023, plus de 1 800 entreprises ont cessé leur activité en Normandie. Ce cumul sur 12 mois est en croissance pour le septième trimestre consécutif au niveau régional (+5,2 %) comme au niveau national (+7,6 %). Tous les départements normands sont touchés par cette hausse (de +3,9 % dans l'Eure à +9,6 % dans la Manche), excepté l'Orne qui bénéficie d'une légère baisse (-0,7 %). Cette augmentation affecte également tous les secteurs.

Encadré 1 - Contexte international - Au premier semestre 2023, les grandes économies mondiales ont évolué en ordre dispersé

Les contraintes d'offre qui affectaient l'économie mondiale en 2022 (coût de l'énergie, difficultés d'approvisionnement) ont continué à s'alléger à la mi-2023. Les resserrements monétaires se sont par ailleurs poursuivis et l'inflation reflue dans plusieurs pays. Les grandes économies ont toutefois évolué en ordre dispersé : net ralentissement en Chine, entre moindres effets de rattrapage et inquiétudes croissantes sur la demande ; résilience aux États-Unis, notamment du marché du travail et de l'investissement des entreprises ; faible dynamisme en Europe, affectée par les effets des hausses de taux et des niveaux d'inflation encore élevés. La croissance européenne resterait peu dynamique d'ici la fin de l'année.

Encadré 2 - Contexte national - En France, l'activité a bénéficié de plusieurs effets de rattrapage

En France, l'activité a progressé de +0,5 % au deuxième trimestre 2023, après une stabilité en début d'année. Plusieurs branches ont bénéficié d'effets de rattrapage après des difficultés d'offre en 2022 (production d'électricité, industries automobile ou énérgo-intensives...), ce qui a notamment soutenu les exportations. La consommation en revanche s'est repliée, notamment dans l'alimentation, et ce dans un contexte de prix à la consommation en ralentissement mais encore en nette progression sur un an. L'investissement des ménages a poursuivi son recul, affecté par le renchérissement des crédits immobiliers. L'emploi a ralenti (+0,1 % entre fin mars et fin juin) après plusieurs trimestres consécutifs de hausses soutenues. D'ici la fin de l'année, l'inflation refluerait quelque peu et l'activité progresserait, mais sans beaucoup de ressort.

Publication rédigée par : Thomas Balcone, Stéphanie Gosselin (Insee)

Sources

Estimations d'emploi

Taux de chômage localisés

Créations d'entreprises

Défaillances d'entreprises

Enquête mensuelle de fréquentation dans les hébergements collectifs de tourisme

Définitions

Emploi salarié

Les salariés sont les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre entité résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente, avec un lien de subordination.

Intérim

L'intérim (ou travail intérimaire ou travail temporaire) consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail temporaire.

L'intérim se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats : un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Le contrat ne peut être conclu que pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire, dénommée mission, et seulement dans les cas énumérés par la loi. Quel que soit le motif pour lequel il est conclu, un tel contrat ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise utilisatrice.

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire recouvre un vaste champ d'activités qui s'étend du commerce à l'administration, en passant par les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et services aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale.

Il est composé du :

- tertiaire principalement marchand (commerce, transports, activités financières, services rendus aux entreprises, services rendus aux particuliers, hébergement-restauration, immobilier, information-communication) ;
- tertiaire principalement non-marchand (administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale).

Le périmètre du secteur tertiaire est de fait défini par complémentarité avec les activités agricoles et industrielles (secteurs primaire et secondaire).

Chômage partiel

Lorsqu'une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou partie de son activité et qu'elle n'entend pas rompre les contrats de travail qui la lient à ses salariés, elle peut avoir recours au chômage partiel.

Le système d'indemnisation du chômage partiel permet de gérer une baisse d'activité ponctuelle, limitée dans le temps et ayant pour cadre l'année civile.

Remarque :

Le dispositif du chômage partiel a pour but d'éviter des licenciements : il permet à une entreprise qui subit une perte d'activité de nature économique, technique ou naturelle, de réduire temporairement les horaires de ses effectifs.

Lorsque le chômage partiel se prolonge au-delà de 6 semaines, les salariés dont le contrat de travail est suspendu sont considérés comme étant à la recherche d'un emploi et peuvent être admis au bénéfice de l'allocation d'aide de retour à l'emploi versée par Pôle Emploi ; on parle alors de « chômage partiel total ».

En 2008, afin de tenir compte de la dégradation de la conjoncture économique, l'instruction DGEPP n° 2008/19 du 25 novembre 2008 précise les conditions d'une application dynamique du chômage partiel, qu'il s'agisse, par exemple, de répondre favorablement aux demandes des entreprises en redressement judiciaire, dans la perspective de leur reprise, aux demandes des entreprises de sous-traitance affectées par les difficultés de leurs donneurs d'ordres, ou encore, d'assouplir l'interprétation du caractère temporaire du chômage partiel.

L'instruction rappelle également les autres dispositifs auxquels peuvent recourir les entreprises avant de solliciter l'État pour bénéficier du chômage partiel : aménagement du temps de travail dans le cadre fixé par la loi du 20 août 2008, formation des salariés...

Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

On peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge. De la même manière se calculent des taux de chômage par sexe, par PCS, par région, par nationalité, par niveau de diplôme...

Remarque :

Le taux de chômage diffère de la part du chômage qui, elle, mesure la proportion de chômeurs dans l'ensemble de la population.

Taux de chômage (BIT)

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs (en emploi ou au chômage).

Demandeurs d'emploi en fin de mois

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Demandeurs d'emploi de longue durée / DELD

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sont ceux inscrits en catégories A, B, C, depuis un an ou plus.

Création d'entreprise

Une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre d'une nouvelle combinaison de facteurs de production avec pour restriction qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans cet événement.

Les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales. On parle néanmoins de créations d'entreprises en raison de la spécificité de la situation au moment de la création. En effet, au moment de son immatriculation, il n'est pas possible de déterminer si une unité légale est indépendante ou appartient à un groupe. Par défaut, au moment de la création, toute entité est donc indépendante et considérée comme une entreprise.

La statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir du dispositif SIDE (Système d'information sur la démographie d'entreprises). Ce dispositif est alimenté à partir de données du répertoire Sirene, enrichies d'éléments provenant du répertoire statistique Sirius.

Les créations d'entreprises correspondent aux unités légales du répertoire Sirene qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- l'immatriculation d'une nouvelle unité légale avec création d'une nouvelle combinaison de facteurs de production ;
- le cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de plus d'un an (il n'y a pas de nouvelle immatriculation mais reprise de l'ancien numéro Siren, en général pour un entrepreneur individuel) ;
- le cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- la reprise par une unité légale nouvellement immatriculée de tout ou partie des activités et facteurs de production d'une autre unité légale, lorsqu'il n'y a pas de continuité économique entre la situation du cédant et celle du repreneur.

On considère qu'il n'y a pas continuité économique de l'unité légale si, parmi les trois éléments suivants concernant son siège, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : l'unité légale contrôlant l'établissement siège, l'activité économique et la localisation.

Depuis les données relatives à janvier 2009, à la suite de la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur (renommé micro-entrepreneur, à compter du 19 décembre 2014), les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes de créations enregistrées dans Sirene au titre de ce régime. Ce dénombrement n'inclut pas les entrepreneurs déjà en activité avant le 1er janvier 2009 et qui avaient demandé, à titre dérogatoire au plus tard le 31 mars 2009, à bénéficier du régime micro-social et du versement fiscal libératoire en 2009.

La statistique de créations d'entreprises couvre l'ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Remarque :

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons.

Défaillance d'entreprise

Une unité légale est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Cette procédure intervient lorsqu'une unité légale est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

Remarque :

Il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation. La notion de cessation correspond à l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise. Toutes les défaillances ne donnent pas des cessations. Par exemple, un jugement d'ouverture de procédure de défaillance (dépôt de bilan d'une entreprise inscrite dans le cadre d'une procédure judiciaire) ne se résout pas forcément par une liquidation.

Toutes les cessations n'ont pas donné lieu à une défaillance. Par exemple, un entrepreneur individuel peut cesser son activité suite à un départ en retraite.

Logement autorisé

Un logement autorisé est un logement, non encore réalisé, dont la construction a été autorisée par un permis de construire ou une non-opposition à une déclaration préalable.

Logement commencé

Un logement est considéré comme commencé (ou mis en chantier) après réception de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) envoyée par le pétitionnaire (ou maître d'ouvrage).

Un chantier est considéré ouvert lorsque les fouilles en rigole ou les fondations sont entreprises pour une partie ou la totalité des constructions autorisées.

Remarque :

Une « fouille en rigole » est un creusement du sol pour permettre la construction à l'emplacement des « semelles » (ces dernières sont les parties basses).

Correction des variations saisonnières / CVS

La correction des variations saisonnières permet d'éliminer l'effet de fluctuations périodiques infra-annuelles dues au calendrier et aux saisons, de manière à faire ressortir les évolutions les plus significatives de la série. Celles-ci sont contenues dans la tendance et la composante irrégulière.

Par exemple, les ventes de jouets augmentent toujours fortement entre novembre et décembre, en raison de Noël. Sur les données brutes, cet effet périodique masque l'évolution conjoncturelle sous-jacente pour une année donnée. Une fois la série désaisonnalisée, c'est-à-dire l'effet Noël retiré, les ventes peuvent s'avérer en baisse, signe d'une moins bonne année.

Documentation

Emploi salarié

- [Note méthodologique sur l'emploi salarié](#) (pdf, 232 Ko)
- [Emploi : quelle source pour quel usage ?](#) (pdf, 515 Ko)

Créations d'entreprises

- [Note méthodologique sur les créations d'entreprises](#) (pdf, 116 Ko)
- [Refonte du dispositif de calcul des créations d'entreprises](#) (pdf, 130 Ko)
- [Correction de la répartition des créations d'entreprises individuelles \(2021\)](#) (pdf, 58 Ko)

Nomenclature

- [Nomenclature agrégée - NA, 2008](#)

Pour en savoir plus

-
- (1) Alleaume F., Merel A., Pene A. (Insee), « **En Normandie, l'emploi salarié poursuit sa progression, la construction ralentit au 1^{er} trimestre 2023** », Insee Conjoncture Normandie n°38, juillet 2023.
 - (2) « **L'inflation reflue, la croissance hésite** », Note de conjoncture, juin 2023.
 - (3) « **Au deuxième trimestre 2023, l'emploi salarié ralentit : +0,1 %, après +0,4 %** », Informations Rapides n°226, septembre 2023.
 - (4) « **Au deuxième trimestre 2023, l'emploi salarié est quasi stable dans la majorité des régions** », Informations Rapides n°257, octobre 2023.



Institut national de la statistique et des études économiques
Insee Normandie - 5, rue Claude Bloch - BP 95137 - 14024 CAEN Cedex
Direction de la publication : Philippe Scherrer